

Département de la SOMME

Ville de Montdidier

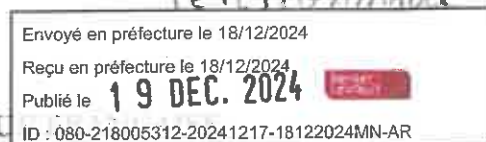


Date de notification
ou de publication :



REPUBLIQUE

Liberté – Egalité – Fraternité



Extrait du Registre aux Arrêtés du Maire de Montdidier

Arrêté du Maire n° 177

Nous, Maire de la Ville de Montdidier ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L 111-8-3, R 111-19-11 et R 123-46 ;
Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995, modifié par le décret n° 97-645 du 31 mai 1997, relatifs à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;
Vu l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du code de la construction et de l'habitation ;
Vu l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
Vu les arrêtés préfectoraux n° 02-104 et 02-108 du 9 décembre 2002, portant respectivement création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité de l'arrondissement de Montdidier ;
Vu l'avis favorable de la commission de sécurité de l'arrondissement de Montdidier en date du 22 novembre 2024 ; visant l'Autorisation des Travaux AT n° 08056124M0012 concernant la mise en conformité du SSI (remplacement partiel)

ARRETONS

Article 1^{er} – Le centre hospitalier intercommunal Montdidier Roye- Bâtiment principal, sis 25 rue Amand de Vienne - 80500 Montdidier de type U 3^{ème} catégorie pour un effectif de 361 personnes est autorisé à accueillir du public sous respect d'effectuer les prescriptions suivantes :

Rappel (s) Réglementaire (s) :

- 1 – Veiller à ce que les Travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence.
- 2 – Faire contrôler les dispositions constructives, les aménagements et les installations techniques, par un organisme agréé.
Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement
- 3 – Solliciter le passage de la commission de sécurité, auprès du maire, au moins 1 mois avant la date de fin des travaux afin d'effectuer une visite de réception de cet établissement
- 4 – Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants :

- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;

- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles de la solidité d'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ;
 - les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise.
- En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer.

5 – Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité

6 – Appliquer les dispositions de cet article en ce qui concerne l'évacuation des personnes handicapées de toute nature

Rappel les dispositions de l'article GN 8 :

L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacué rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 143-4 du code de la construction et de l'habitation, les principes suivants sont à retenir :

- Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humanitaire disponible en permanence pour participer à l'évacuation
- Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisés, si l'établissement est doté d'un ou plusieurs ascenseurs
- Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés
- Installer un équipement d'alarme perceptibles (flashs lumineux et consignes) tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicaps des personnes amenées à les fréquenter isolément.
- Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solutions (s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente
- Elaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

7 – Fournir une attestation de solidité ou une attestation indiquant de manière conclusive que « les travaux entrepris n'impactent pas la solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages, ainsi que les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.

8 – Afficher l'avis de la commission de sécurité à l'entrée de l'établissement.

Dans tous les établissements assujettis aux dispositions du présent titre, il doit être affiché d'une apparente, près de l'entrée principale, un « avis » relatif au contrôle de la sécurité.

Cet avis est dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurants dans l'autorisation d'ouverture, puis visé par l'autorité ayant délivré cette autorisation (C.E.R.F.A. 20 3230).
Sécurité Incendie

Cet avis de sécurité est de nature à faciliter le contrôle des établissements de la part :

- des commissions de sécurité ;
- du public lui-même ;
- des services de police et de gendarmerie.

Conformément aux dispositions des articles R.143-18 et 19, R. 143-38 et 39 du code de la construction et de l'habitation, notre établissement répond aux caractéristiques suivantes :

Type : ~~XXXXXXXXXXXX~~ Catégorie : ~~XXXXXXXXXXXX~~

Effectif maximal du public autorisé : ~~XXXXXXXXXXXX~~

Date de la visite de réception par la commission de sécurité

~~XXXXXXXXXXXX~~

Date de l'autorisation d'ouverture : ~~XXXXXXXXXXXX~~

Vu,

L'autorité ayant délivré l'autorisation d'ouverture,

Le chef d'établissement,

9 – S'assurer que le nombre minimal de façades accessibles et de dessertes correspondantes soit de 1 façade accessible desservie par une voie de 8 mètres de large.

10 – S'assurer que le bâtiment dispose d'une ou plusieurs façades en bordure permettant l'évacuation du public, l'accès et la mise en service des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

11 - Respecter les dispositions de l'article CO10.

Le franchissement d'une aire libre d'isolement entre un établissement recevant du public et un bâtiment ou des locaux occupés par des tiers n'est autorisé par un passage en souterrain, en rez-de-chaussée ou en passerelle, que si ce passage répond aux conditions suivantes :

- s'il n'est pas ouvert à l'air libre, il est désenfumable et obturé au droit des façades par des parois PF de degré une demi-heure et des blocs-portes PF de degré une demi-heure équipés d'un ferme-porte ;
- il ne comporte aucun local, aménagement, dépôt ou matériaux constituant un potentiel calorifique appréciable ;
- la maintenance du passage est placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'établissement recevant du public ;
- (Arrêté du 22 décembre 1981) « ce passage ne peut servir de cheminement d'évacuation que s'il dégage sur l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire d'un dégagement protégé ».

12 - Respecter les dispositions de l'article U 15 concernant les galeries en sous-sol.

En dérogation à l'article CO 10(§ 2) et en atténuation à l'article U 5, des galeries peuvent relier différents bâtiments d'un même site hospitalier.

Les galeries d'un bâtiment ou celles reliant des bâtiments, doivent être ventilées et isolées de ceux-ci par des parois CF de degré une heure, EI ou REI 60 et des blocs portes PF de degré une demi-heure ou E 30-C équipés d'un ferme porte.

Les galeries empruntées par du public accompagné ou non, reliant des bâtiments, doivent être désenfumées conformément aux dispositions de l'article DF 6.

Les galeries techniques doivent disposer de demi-raccords normalisés (conforme à la norme NF S 61-707) pour permettre la mise en œuvre des appareils de ventilation des services de lutte contre l'incendie en partie basse des façades tous les 25 mètres, avec un minimum de deux raccords pour desservir la totalité de la galerie en sous-sol.

13 - Respecter les dispositions de cet article concernant le fonctionnement des portes de recoupement

§ 1. En dérogation à l'article CO 47 (§ 4), la fermeture simultanée des portes à fermeture automatique de recoupement des circulation horizontales doit s'effectuer dans la zone protégée et être asservie à des dispositifs de détection automatique d'incendie sensibles aux fumées et aux gaz de combustion.

§ 2. Les portes de recoupement des circulations horizontales des zones doivent être à fermeture automatique. Leur degré de résistance au feu est celui imposé par le monde de distribution intérieur concerné.

§ 3. En aggravation des dispositions de l'articles CO 45 (§ 4), les portes de recoupement des circulations horizontales doivent être à va-et-vient.

§ 4. En dérogation de l'article CO 44 (§ 2), il n'est pas obligatoire d'installer d'oculus dans les portes en va-et-vient maintenues ouvertes en permanence.

14 - Respecter les dispositions de cet article concernant le désenfumage.

§ 1. Les établissements visés au présent chapitre sont de la classe 1 pour la détermination du coefficient α au sens de l'annexe de l'instruction technique 246.

De plus, dans les niveaux comportant des locaux à sommeil, les circulations horizontales communes et les circulations (internes et enclouées de plancher à plancher) des compartiments, quelle que soit leur longueur, doivent obligatoirement être désenfumées mécaniquement.

Exceptionnellement celles des établissements d'un étage au plus sur rez-de-chaussée, peuvent être désenfumées naturellement, après avis de la commission de sécurité compétente.

§ 2. Le désenfumage des locaux à risques importants peut être demandé à la sécurité

§ 3. dans les circulations horizontales enclouées des niveaux comportant des locaux à sommeil, le désenfumage doit être asservi à la détection automatique d'incendie de la zone sinistrée visée à l'article U 44.

§ 4. En aggravation de l'article DF 6 (§ 2), les halls utilisés pour l'évacuation du public doivent être désenfumés.

§ 5. Si l'établissement est doté d'un groupe électrogène, les ventilateurs de désenfumage doivent être réalimentés automatiquement par ce groupe, en cas de défaillance de la source normale.

§ 6. Les espaces cités à l'article U 10 (§ 4), peuvent ne pas être désenfumés quelle que soit leur superficie.

Toutefois en aggravation de l'article de l'article DF 6, les circulations y menant doivent être désenfumées.

15 - Mettre à jour le Schéma d'Organisation de la Sécurité en cas d'Incendie et l'annexer au registre de sécurité.

16 - Former le personnel à l'utilisation des tableaux Répartiteurs d'Alarme.

17 - S'assurer que le SSI reste fonctionnel pendant la phase de remplacement de l'ancien SSI par le nouveau.

18 - Fournir à la commission le contrat de maintenance du Système de Sécurité Incendie (SSI).

19 - Respecter les mesures énoncées dans la suite du présent article concernant le verrouillage des portes de sorties de secours.

- a) Chaque porte doit être équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme à la norme en vigueur pour cette application ;
- b) Les portes équipées ne peuvent être commandées que selon l'un des deux principes suivants :
 - par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de l'issue équipée ;
 - par un dispositif de contrôle d'issues de secours conforme aux dispositions de la norme le concernant (visant également les conditions de mise en œuvre), avec comme durées de temporisation : T1 max. = 8 s et T2 max. = 3 mn. La temporisation T2 n'est cependant admise que si l'établissement dispose (Arrêté du 23 décembre 1996) « d'un service de sécurité assuré par des agents de sécurité incendie dans les conditions définies à l'article MS 46. »
- c) Le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dans les conditions prévues à l'article MS 6.

Article 2 – L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 3 – Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Sous-préfet de Montdidier
- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie

Envoyé en préfecture le 18/12/2024

Reçu en préfecture le 18/12/2024

Publié le **19 DEC. 2024**



ID : 080-218005312-20241217-18122024MN-AR

Fait à Montdidier, le 17

Catherine QUIGNON
Maire

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale
des services
M. L. L. L.



RAPPORT DE SÉCURITÉ INCENDIE ET PANIQUE DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SOMME

commission de sécurité arrondissement Montdidier

Commune : MONTDIDIER

Dénomination : 536 CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTDIDIER-ROYE BATIMENT PRINCIPAL

Adresse : 25 RUE AMAND DE VIENNE 80500 MONTDIDIER

Nature et objet du dossier :

Type : Étude

Nature : Autorisation de travaux (AT) 08056124M0012

Mise en conformité du SSI (remplacement partiel)

Liste des textes applicables :

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 - Établissements de soins

Demandeur : CH INTERCOMMUNAL MONTDIDIER-ROYE - M. SARRIS Philippe

Reçu le : 24 octobre 2024

Classement :

Genre : Établissement

Type principal : U « Etablissements de santé publics ou privés dispensant des soins de courte durée en médecine, chirurgie, obstétrique »

Catégorie : 3^{ème}

Effectif public : 254

Dont effectif hébergé : 55

Effectif personnel : 107

Effectif total : 361

536

Historique :

Date de la dernière visite périodique : 24 octobre 2023

Avis exploitation actuel : Défavorable

Descriptif :

Le Centre Hospitalier de Montdidier est un site comprenant plusieurs bâtiments isolés :

- le bâtiment Administratif (type W de 5^{ème} catégorie)
- le bâtiment Rallu (type U de 5^{ème} catégorie)
- le bâtiment Principal (type U de 3^{ème} catégorie)
- le bâtiment USLD (type U de 4^{ème} catégorie)
- le bâtiment SSR Les Tilleuls (type U de 4^{ème} catégorie)
- l'EHPAD Lucien Vivien (type J de 4^{ème} catégorie)

Descriptif du bâtiment Principal :

Il comprend notamment 2 blocs recevant les services de Médecine et Urgences, aménagés au sein d'un bâtiment R+2 avec sous-sol :

BLOC PRINCIPAL

Au sous-sol (interdit au public) :

- des réserves
- des locaux de ventilation
- 1 stockage de protoxyde d'azote
- 1 garage
- les galeries de liaison avec le bâtiment médecine
- 1 sous-station
- 1 local TGBT
- 1 local transformateur
- 1 zone de chargeur batteries
- 1 local de machinerie ascenseurs
- des locaux réceptacles de linge sale

Au rez-de-chaussée :

- 1 centre prénatal
- le SMUR
- 1 accueil
- 1 laboratoire avec salles de prélèvements
- des bureaux
- des salles de consultations

Au R+1 (service de médecine) :

- des bureaux
- 3 locaux de réserve
- 28 chambres d'hospitalisation (35 lits)
- 1 local linge propre/1 local linge sale

Au R+2 (interdit au public) :

- des bureaux syndicats
- des combles techniques et des chambres désaffectées

BLOC URGENCES (UPATOU)

Au sous-sol (interdit au public) :

- 1 local TGBT
- 1 sous-station
- 1 local Biotox
- 1 local groupe électrogène
- 1 local groupe froid
- 1 garage + lavage
- des réserves

- des bureaux
- 1 local reprographie
- 1 local ménage
- 10 locaux d'archives
- 1 local « climatisation »
- 1 espace détente

Au rez-de-chaussée (SMUR – SCANNER – RADIOLOGIE) :

- des bureaux
- des salles d'attente
- 1 salle d'examen scanner
- 1 salle d'examen
- 1 salle reprographie
- 1 salle de bain
- 1 salle de plâtre
- 1 salle de suture
- 1 salle de pédiatrie
- 1 salle de radiologie
- 1 salle de mammographie
- 1 salle examen échographie
- des réserves
- 4 box pour les urgences
- 1 local linge sale/linge propre
- 1 PC SMUR
- des chambres de garde
- 1 salle de réunion pour le personnel
- des locaux sociaux
- 1 local de décontamination
- 1 local ménage
- 1 salle de « déchocage »
- 1 local PC

Le bâtiment est équipé d'ascenseurs et de portes automatiques coulissantes. Certaines portes, notamment dans le service médecine, disposent d'un verrouillage électromagnétique asservi au processus de l'alarme. Les bâtiments "Principal", "Rallu" et "Administratif" sont dotés d'un unique SSI de catégorie A avec 3 zones d'alarme. La centrale se situe dans le secrétariat consultations externes au rez-de-chaussée du bâtiment principal.

Les circulations horizontales sont désenfumées mécaniquement.

Le chauffage est assuré au moyen de 2 sous-stations alimentées par le réseau urbain.

L'établissement dispose d'une installation fixe de fluides médicaux.

Descriptif des travaux :

L'actuel SSI, vieillissant, ne permet plus à cet établissement de le maintenir en bon état de fonctionnement. Les dispositions existantes ne sont pas modifiées dans le cadre du projet. Le projet prévoit les travaux suivants :

- remplacement partiel du SSI existant avec conservation des DAS (Dispositifs Actionnés de Sécurité)
- création d'un VTP (Volume Technique Protégé) pour le système central au RDC
- redéfinition et précision des zones de mise en sécurité (compartimentage) par rapport à la configuration existante
- remplacement des DAS (Dispositifs Actionnés de Sécurité) dysfonctionnant
- contrôle de la gaine ZF3 et dévoiement d'une canalisation
- vérification des déverrouillages des issues de secours et remise en état
- remplacement des CR et câbles des tourelles de la toiture terrasse des urgences
- reprise alim ECS (Équipement de contrôle et de signalisation)/CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie)/AES (Alimentation Électrique de Sécurité) reprise alim TGS (Tableau Général de Sécurité) en amont du TGBT (Tableau Général Basse Tension)
- vérification des ventouses de condamnation (demande de déport des DM (Déclencheurs Manuels) commande locale), cps révision des menuiseries
- non stop ascenseur et arrêt de la VMC (Ventilation Mécanique Contrôlée)/CCF (Clapets Coupe Feu) asservis

L'effectif avant travaux est le suivant :

- public : 254 personnes dont 55 hébergés
- personnel : 107 personnes
- Total : 361 personnes

La réception permettra la mise à jour des effectifs qui sont les suivants et qui ne modifient pas le classement de l'établissement. Celui-ci restera classé en type U de 3^{ème} catégorie :

- public : 316 personnes dont 38 hébergés
- personnel : 16 personnes
- Total : 332 personnes

L'établissement disposera de :

- isolement du bâtiment principal du bâtiment administratif par une galerie au rez-de-chaussée et une au sous-sol, conformes au CO 10 (bloc-porte PF 1/2 h maintenues ouvertes et asservies à la détection automatique du bâtiment principal permettant la fermeture simultanée des 2 blocs-portes, désenfumage par fenêtres, pas de locaux, aménagement, dépôts ou matériaux à potentiel calorifique)
- isolement du bâtiment principal du bâtiment RALLU par une galerie au sous-sol conforme au CO 10 (bloc-porte PF 1/2 h maintenues ouvertes et asservies à la détection automatique du bâtiment principal permettant la fermeture simultanées des 2 blocs-portes, désenfumage par ZAG, pas de locaux, aménagement, dépôts ou matériaux à potentiel calorifique)
- résistance au feu des structures, couvertures, façades inchangés dans le cadre du projet
- distribution intérieure et compartimentage : conforme aux CO23 à CO26 et U10
- locaux à risques particuliers non accessibles au public inchangés dans le cadre du projet
- conduits et gaines non modifiées par le projet sauf la gaine ZF3 sera vérifiée et contrôlée (dévoiement d'une canalisation devant la grille)
- dégagements condamnés par des ventouses électromagnétiques asservies à la détection automatique (révisée, compris dans les menuiseries)
- commandes de déverrouillage manuelles mises en place dans des locaux accessibles au personnel seul (commandes manuelles à fonction d'interrupteur déverrouilleront l'ensemble des portes du bâtiment)
- aménagements intérieurs : application des articles AM
- désenfumage mécanique et amenée d'air frais naturelle existants. Asservissement à la détection automatique des commandes des dispositifs de désenfumage
- extracteurs secourus par un groupe électrogène existant sur le site
- chauffage et conditionnement d'air ventilation non modifiés par le projet
- installation de gaz (chaufferie gaz) extérieure au bâtiment et non modifiée par le projet
- installations électriques secourues par groupe électrogène
- éclairage de sécurité par BAES uniquement car établissement secouru par groupe électrogène
- non-stop ascenseur repris sur les nouvelles installations
- appareils de cuisson non modifiés dans le cadre du projet
- moyens de secours non modifiés
- SSI : voir cahier des charges fonctionnel
- fonctions du SSI : évacuation, déverrouillage des portes, compartimentage, désenfumage, mise à l'arrêt d'installations techniques (arrêt ventilation, non-arrêt ascenseur)
- installation de flashs dans les sas des sanitaires accessibles au public, les unités et les vestiaires
- formation du personnel aux installations et réalisation d'exercices
- pas de modification concernant les installations de gaz médicaux

Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X Un jeu de plans	GCSMO	31/05/2023
X Une notice de sécurité	GCSMO	31/07/2024
X Un engagement solidité	Centre hospitaliser intercommunal de MONTDIDIER	10/10/2024
X Cahier des charges fonctionnelles du SSI	QUARDINA	27/08/2024
X CERFA n° 08056124M0012		29/10/2024

Observation(s) :

Des plans non scannables sont joints à ce dossier.

Pendant la phase de remplacement de l'ancien SSI par le nouveau, le SSI devra rester fonctionnel.

Les DM (Déclencheurs Manuels) seront placés dans les locaux des personnels. La commission émet un avis favorable (prescription CO 46).

Prescriptions :

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à l'examen du dossier transmis ainsi qu'à l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

Rappel(s) Réglementaire(s) :

- | | | |
|---|---|---|
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GN 13 | 1 | Veiller à ce que les travaux qui feraient courir un danger quelconque au public ou qui apporteraient une gêne à son évacuation soient effectués en dehors de sa présence |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 8, Arrêté du
25 juin 1980 modifié - GE
9 | 2 | Faire contrôler les dispositions constructives, les aménagements et les installations techniques, par un organisme agréé.
Les rapports de vérifications à transmettre aux membres de la commission de sécurité avant la visite de réception devront préciser, dans l'ordre des articles du règlement de la conformité ou de la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction ou de l'aménagement |
| Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art 23 | 3 | Solliciter le passage de la commission de sécurité, auprès du maire, au moins 1 mois avant la date de fin des travaux afin d'effectuer une visite de réception de cet établissement |
| Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art
46, Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art
47, Décret n° 95-260 du 8
mars 1995 modifié - Art 48 | 4 | Transmettre à la commission de sécurité, au moins deux jours ouvrés avant la date de la visite, les documents suivants :
- l'attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur ;
- l'attestation du bureau de contrôle, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôles attestant de la solidité de l'ouvrage. Ces documents sont fournis par le maître d'ouvrage ;
- les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique établis par les personnes ou organismes agréés lorsque leur intervention est requise.
En l'absence de ces documents, la commission de sécurité compétente ne pourra se prononcer. |
| (ERP) Code de la
Construction et de
l'Habitation - R 143-22 | 5 | Respecter les engagements du maître d'ouvrage dans sa notice de sécurité |
| Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GN 8 | 6 | Appliquer les dispositions de cet article en ce qui concerne l'évacuation des personnes handicapées de toute nature.
Rappel des dispositions de l'article GN 8 :
L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer ou à être évacué rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 143-4 du code de la construction et de |

l'habitation, les principes suivants sont retenus :

- Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humanitaire disponible en permanence pour participer à l'évacuation
- Créer à chaque niveau des espaces d'attente sécurisés, si l'établissement est doté d'un ou plusieurs ascenseurs
- Créer des cheminements praticables, menant aux sorties ou aux espaces d'attente sécurisés
- Installer un équipement d'alarme perceptible (flashes lumineuses et consignes) tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément
- Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente
- Élaborer sous l'autorité de l'exploitant les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 125-17,
(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 125-18

7 Fournir une attestation de solidité ou une attestation indiquant de manière conclusive que « les travaux entrepris n'impactent pas la solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert et des éléments d'équipement qui font indissociablement corps avec ces ouvrages, ainsi que sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions.

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - GE 5

8 Afficher l'avis de la commission de sécurité à l'entrée de l'établissement. Dans tous les établissements assujettis aux dispositions du présent titre, il doit être affiché d'une façon apparente, près de l'entrée principale, un « avis » relatif au contrôle de la sécurité. Cet avis est dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, puis visé par l'autorité ayant délivré cette autorisation (C.E.R.F.A. 20 3230). Sécurité incendie

Cet avis de sécurité est de nature à faciliter le contrôle des établissements de la part :

- des commissions de sécurité ;
- du public lui-même ;
- des services de police et de gendarmerie.

Conformément aux dispositions des articles R. 143-18 et 19, R. 143-38 et 39 du code de la construction et de l'habitation, notre établissement répond aux caractéristiques suivantes :

Type : xxxxxxxxxxxx Catégorie : xxxxxxxxxxxx
Effectif maximal du public autorisé : xxxxxxxxxxxxxxxx
Date de la visite de réception par la commission de sécurité :
xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx
Date de l'autorisation d'ouverture : xxxxxxxxxxxxxxxx
Vu,
L'autorité ayant délivré l'autorisation d'ouverture,
Le chef d'établissement,

Arrêté du 25 juin 1980
modifié - CO 4

9 S'assurer que le nombre minimal de façades accessibles et de dessertes correspondantes soit de 1 façade accessible desservie par une voie de 8 mètres de large.

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-4

10 S'assurer que le bâtiment dispose d'une ou plusieurs façades en bordure de voies ou d'espaces libres permettant l'évacuation du public, l'accès et la mise en service des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

11 Respecter les dispositions de l'article CO10.

Le franchissement d'une aire libre d'isolement entre un établissement recevant du public et un bâtiment ou des locaux occupés par des tiers n'est autorisé par un passage en souterrain, en rez-de-chaussée ou en passerelle, que si ce passage répond aux conditions suivantes :

- s'il n'est pas ouvert à l'air libre, il est désenfumable et obturé au droit des façades par des parois PF de degré une demi-heure et des blocs-portes PF de degré une demi-heure équipés d'un ferme-porte ;
- il ne comporte aucun local, aménagement, dépôt ou matériaux constituant un potentiel calorifique appréciable ;
- la maintenance du passage est placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'établissement recevant du public ;
- (Arrêté du 22 décembre 1981) « ce passage ne peut servir de cheminement d'évacuation que s'il dégage sur l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire d'un dégagement protégé ».

Type U - arrêté du 10
décembre 2004 - U 15

12 Respecter les dispositions de l'article U 15 concernant les galeries en sous-sol.

En dérogation à l'article CO 10 (§ 2) et en atténuation à l'article U 5, des galeries peuvent relier différents bâtiments d'un même site hospitalier.

Les galeries d'un bâtiment ou celles reliant des bâtiments, doivent être ventilées et isolées de ceux-ci par des parois CF de degré une heure, EI ou REI 60 et des blocs portes PF de degré une demi-heure ou E 30-C équipés d'un ferme porte.

Les galeries empruntées par du public accompagné ou non, reliant des bâtiments, doivent être désenfumées conformément aux dispositions de l'article DF 6.

Les galeries techniques doivent disposer de demi-raccords normalisés (conforme à la norme NF S 61-707) pour permettre la mise en œuvre des appareils de ventilation des services de lutte contre l'incendie, en partie basse des façades tous les 25 mètres, avec un minimum de deux raccords pour desservir la totalité de la galerie en sous-sol.

Type U - arrêté du 10
décembre 2004 - U 20

13 Respecter les dispositions de cet article concernant le fonctionnement des portes de recoupement

§ 1. En dérogation à l'article CO 47 (§ 4), la fermeture simultanée des portes à fermeture automatique de recoupement des circulations horizontales doit s'effectuer dans la zone protégée et être asservie à des dispositifs de détection automatique d'incendie sensibles aux fumées et aux gaz de combustion.

§ 2. Les portes de recoupement des circulations horizontales des zones doivent être à fermeture automatique. Leur degré de résistance au feu est celui imposé par le mode de distribution intérieure concerné.

§ 3. En aggravation des dispositions de l'article CO 45 (§ 4), les portes de recoupement des circulations horizontales doivent être à va-et-vient.

§ 4. En dérogation à l'article CO 44 (§ 2), il n'est pas obligatoire d'installer d'oculus dans les portes en va-et-vient maintenues ouvertes en permanence.

Type U - arrêté du 10
décembre 2004 - U 26

14 Respecter les dispositions de cet article concernant le désenfumage.

§ 1. Les établissements visés au présent chapitre sont de la classe 1 pour la détermination du coefficient α au sens de l'annexe de l'instruction technique 246.

De plus, dans les niveaux comportant des locaux à sommeil, les circulations horizontales communes et les circulations (internes et encloisonnées de plancher à plancher) des compartiments, quelle que soit leur longueur, doivent obligatoirement être désenfumées mécaniquement.

Exceptionnellement celles des établissements d'un étage au plus sur rez de chaussée, peuvent être désenfumées naturellement, après l'avis de la commission de sécurité compétente.

§ 2. Le désenfumage des locaux à risques importants peut être demandé après avis de la commission de sécurité.

§ 3. Dans les circulations horizontales encloisonnées des niveaux comportant des locaux à sommeil, le désenfumage doit être asservi à la détection automatique d'incendie de la zone sinistrée visée à l'article U 44.

§ 4. En aggravation de l'article DF 6 (§ 2), les halls utilisés pour l'évacuation du public doivent être désenfumés.

§ 5. Si l'établissement est doté d'un groupe électrogène, les ventilateurs de désenfumage doivent être réalimentés automatiquement par ce groupe, en cas de défaillance de la source normale.

§ 6. Les espaces cités à l'article U 10 (§ 4) peuvent ne pas être désenfumés quelle que soit leur superficie.

Toutefois, en aggravation de l'article DF 6, les circulations y menant doivent être désenfumées.

Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 - Établissements de soins - U 41	15	Mettre à jour le Schéma d'Organisation de la Sécurité en cas d'Incendie et l'annexer au registre de sécurité
Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 - Établissements de soins - U 45	16	Former le personnel à l'utilisation des Tableaux Répartiteurs d'Alarme.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 56, (ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-10	17	S'assurer que le SSI reste fonctionnel pendant la phase de remplacement de l'ancien SSI par le nouveau.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - MS 68	18	Fournir à la commission le contrat de maintenance du Système de Sécurité Incendie (SSI).
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 46	19	Respecter les mesures énoncées dans la suite du présent article concernant le verrouillage des portes de sorties de secours. a) Chaque porte doit être équipée d'un dispositif de verrouillage électromagnétique conforme à la norme en vigueur pour cette application ; b) Les portes équipées ne peuvent être commandées que selon l'un des deux principes suivants : - par un dispositif de commande manuelle (boîtier à bris de glace, par exemple) à fonction d'interrupteur intercalé sur la ligne de télécommande et situé près de l'issue équipée ; - par un dispositif de contrôle d'issues de secours conforme aux

dispositions de la norme le concernant (visant également les conditions de mise en œuvre), avec comme durées de temporisation : T1 max. = 8 s et T2 max. = 3 mn. La temporisation T2 n'est cependant admise que si l'établissement dispose (Arrêté du 23 décembre 1996) « d'un service de sécurité assuré par des agents de sécurité incendie dans les conditions définies à l'article MS 46. »

c) Le déverrouillage automatique des issues de secours doit être obtenu dans les conditions prévues à l'article MS 60.

En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :

Avis Favorable

